



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service animaux et environnement**

Montpellier, le 19 SEP. 2025

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 2025-09-DRCL-039**

**Modifiant certaines des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire  
n°2014-I-1899 du 17/11/2014 autorisant la société SAS PORTES ET APPRAT à exploiter  
un élevage de poules pondeuses**

**SAS PORTES ET APPRAT**

**Le préfet de l'Hérault**

**VU** la directive n°2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles ;

**VU** le titre Ier du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L.511-1 et L.512-1 ;

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

**VU** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination M. François-Xavier LAUCH en qualité de préfet de l'Hérault ;

**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 décembre 2013 applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2009-1-4267 du 31 décembre 2009 autorisant la SA « DOMAINES DE PORTES » à exploiter un élevage de poules pondeuses, par extension d'un élevage existant, sur le territoire de la commune de Saint-Pons-de-Thomières ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2014-I-1899 du 17 novembre 2014 portant modification de l'arrêté préfectoral 2009-1-4267 du 31/12/2009 autorisant la SA DOMAINES DE PORTES (devenue SAS PORTES ET APPRAT) à exploiter un élevage de poules pondeuses, en actualisant le classement de l'établissement et en ajoutant des prescriptions supplémentaires ;

**VU** la demande déposée par courriel en date du 12/05/2025 et complétée le 31/07/2025 par le bureau d'études Performa Environnement agissant pour le compte de la société SAS PORTES ET APPRAT, par lequel il porte à la connaissance les modifications des conditions d'exploitation du site suite à un projet de modernisation ;

**VU** le rapport du 28/08/2025 de l'inspection des installations classées proposant de prendre en compte les modifications apportées sur le site par un arrêté préfectoral complémentaire ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel le 04/09/2025 ;

Direction départementale de la protection des  
populations  
190 Avenue du Père Soulas CS87377  
34184 MONTPELLIER Cédex 4  
ddpp@herault.gouv.fr

**Considérant** que le porter à connaissance établi et transmis par le bureau d'études Performa Environnement informe des modifications prévues par la société dans le cadre de la modernisation de son élevage de poules pondeuses, à savoir :

- le démontage successif des bâtiments P9 et P11 construits respectivement en 1995 et 1998, initialement destinés à l'élevage en cages, désormais devenus vétustes ;
- le réaménagement du bâtiment P13 en système de volières ;
- la construction des nouveaux bâtiments P9 et P11 sur les emprises existantes, offrant ainsi un meilleur confort au cheptel grâce à l'exploitation en volières ;

**Considérant** que le régime de l'activité principale reste inchangé, à savoir soumise à autorisation au titre de la rubrique 3660 « élevage intensif » de volailles ;

**Considérant** que le nombre d'emplacements pour les volailles sera en diminution au terme du réaménagement des bâtiments P9, P11 et P13 en volières ;

**Considérant** que sur la base des éléments du porter à connaissance, les évolutions sollicitées ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'alinéa I de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'elles ne génèrent pas de nouveaux risques ou de nouveaux impacts environnementaux conséquents sur le site ;

**Considérant** que l'évolution des impacts après le projet de modernisation du site met en évidence une diminution de l'incidence sur l'environnement concernant notamment la ressource en eau et les thématiques sur l'air et le trafic routier ;

**Considérant** que le positionnement de l'établissement par rapport aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) permet d'apprécier la situation de l'élevage en matière d'impact environnemental ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-22 à R.181-33, ni les sollicitations des avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) ;

**Considérant** qu'il convient d'acter les modifications et la mise à jour de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014-I-1899 du 17/11/2014 portant autorisation d'exploitation, notamment concernant :

- le classement réglementaire des installations classées ;
- les caractéristiques des installations classées et connexes de l'établissement ;

**Considérant** que les mesures prises par l'exploitant du site, dans les conditions actuelles, permettent de maîtriser les dangers ou inconvénients relatifs aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les représentants de l'établissement et le bureau d'études Performa Environnement ont été consultés et n'ont pas émis de remarques sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS PRÉALABLES**

La société SAS PORTES ET APPRAT enregistrée sous le numéro SIRET 309 857 704 000 14, est autorisée, sous réserve du strict respect du code de l'environnement ainsi que des dispositions prévues par :

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service animaux et environnement**

- l'arrêté préfectoral n°2009-1-4267 du 31/12/2009 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2014-I-1899 du 17/11/2014 ;
- le présent arrêté,  
à exploiter l'établissement du même nom dédié à l'élevage de volailles.

L'élevage se situe au lieu-dit Apprat - 34220 Saint-Pons-de-Thomières.

Les articles 2b, 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2014-I-1899 du 17 novembre 2014 sont modifiés, remplacés et complétés par les éléments suivants :

**ARTICLE 2 : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION ET NATURE DE L'ACTIVITÉ**

Le tableau de classement des installations au titre du régime des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) décrit dans l'article 2b de l'APC de 2014 est modifié par le tableau de classement suivant :

Rubrique	Activité	Valeur de classement de la rubrique	Quantité	Régime
3660-a	Élevage intensif de volailles ou de porcs	Élevage intensif de volailles ou de porcs : <b>a) avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles ;</b>	191 100 emplacements	Autorisation
2170-2	Fabrication des engrais, amendements et supports de culture à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 :	<b>2. Lorsque la capacité de production est supérieure à 1 t/j et inférieure à 10 t/j</b>	6,3 t/j	Déclaration
1530-2	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public	Le volume susceptible d'être stocké étant : <b>2. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³</b>	4 500 m³	Déclaration avec contrôle périodique

**ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES**

Les caractéristiques concernant l'ensemble des installations classées et connexes décrites dans l'article 4 de l'APC sont modifiées comme telles :

Bâtiments	Superficie	Effectifs
Local de stockage d'emballages (ex poulaillers P3/P4)	1020 m²	/
Hangar (ex poulailler P7)	1451 m²	/



Poulailler P9	93x15,8	70 191 poules (emplacements)
Poulailler P11	93x15,8	70 191 poules (emplacements)
Poulailler P13	84x14	50 718 poules (emplacements)
Centre de conditionnement	2655 m <sup>2</sup>	/
Locaux sociaux	175 m <sup>2</sup>	/
Hangars à fientes H9	25x15,8	/
Hangars à fientes H11	25x15,8	/
Hangars à fientes H13	464 m <sup>2</sup>	/
Bâtiment administratif (accueil, direction, gestion)	120 m <sup>2</sup>	/
Local atelier d'entretien des véhicules	120 m <sup>2</sup>	/
Local du congélateur d'entreposage des cadavres	/	/
Local groupe électrogène, stockage fuel de 9 000 litres sur rétention	/	/
Une cuve de gasoil de 8 000 litres sur rétention	/	/

#### **ARTICLE 4 : FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 5 : SANCTIONS**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre Ier du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 6 : AFFICHAGE ET INFORMATION DES TIERS**

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté est déposée à la Mairie de Saint-Pons-de-Thomières et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la Mairie de Saint-Pons-de-Thomières pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire et adressé à la préfecture de l'Hérault ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Hérault pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 7 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Cette décision peut-être déférée devant le tribunal administratif de Montpellier, soit par courrier, soit par voie électronique sur le site <https://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du code de la justice administrative.

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service animaux et environnement**

**ARTICLE 8 : EXÉCUTION**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault, le directeur départemental de la protection des populations de l'Hérault, le Maire de la commune de Saint-Pons-de-Thomières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale

  
Véronique MARTIN SAINT LEON

